



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

E'mail : communistes@sitecommunistes.org

12/06/2023

Mobilisations et actions tous ensemble contre l'offensive de Macron et les attaques du gouvernement.

Alors que la puissance des grèves et des manifestations ne faiblit pas. La détermination à ne pas « tourner la page » ne donne aucun retour à la normale. Aucune réunion intersyndicale après la 14^{ème} journée d'action du 6 juin ? Le rejet massif de la réforme a renforcé le développement des luttes des grèves, les blocages dans les entreprises. La lutte contre la réforme a servi de catalyseur à une multitude de colères accumulées. Les luttes grandissent dans les entreprises sur les questions de salaires, de condition de travail, les appels à manifester se poursuivent dans de nombreux secteurs :

*Les professionnels de la petite enfance ont fait entendre leur colère. La question du salaire se pose avec force. Une auxiliaire de puériculture démarre au SMIC, dégradation des conditions de travail, crise de vocation, manque de personnel détériorant encore la qualité de l'accueil... Aujourd'hui, près 10 000 postes sont vacants, la moitié des crèches collectives déclarent un manque de personnel auprès des enfants et 1 sur 10 manque de personnel de direction. 200 000 places en crèches d'ici 2030 viennent d'être annoncées par la Première ministre Élisabeth Borne : 100 000 d'ici la fin du mandat d'Emmanuel Macron en 2027 ! La convention d'objectifs et de gestion 2018-2022, signée entre l'État et la CNAF (caisse nationale d'allocations familiales), prévoyait déjà la création de 30 000 places de crèches. Bilan : seules 15 000 ont été créées !

*Les fonctionnaires comme l'ensemble des français subissent de plein fouet l'inflation. Le ministre a annoncé une augmentation de seulement 1,5% (26 euros en plus par mois pour un agent de catégorie C en début de carrière). Moins que des miettes, les annonces du ministre sont scandaleuses, de la poudre aux yeux, pendant que le gouvernement continue de casser les services publics et les collectivités territoriales. Face à ces annonces, la CGT, FSU et Solidaires ont décidé de quitter la réunion pour exprimer leur colère. Il n'y a rien à attendre de leur dialogue social, mais les directions syndicales veulent le poursuivre.

Pourtant le discours de Bruno Lemaire est clair « nous voulons évidemment maîtriser nos dépenses publiques. À cette fin, nous avons engagé une revue des dépenses publiques, qui permettra de faire des économies »...« Le 19 juin, les Assises des finances publiques ouvriront la voie à des premières mesures d'économies, pour plusieurs milliards d'euros, que nous réaliserons dans le projet de loi de finances pour 2024 ». La construction d'un rapport de forces par la grève est décisive pour arracher de réelles augmentations de salaires, non seulement pour l'ensemble des fonctionnaires, mais également pour l'ensemble des travailleurs. Des augmentations de salaires pour toutes et tous, leur indexation sur l'inflation, en articulant cette bataille à celle contre la réforme des retraites et l'ensemble des offensives de Macron.

*Le projet « France Travail » est une offensive contre les travailleurs privés d'emploi et les allocataires du RSA. C'est la guerre contre les pauvres, les précaires. Le gouvernement, parlement et sénat viennent de durcir les sanctions encourues par les squatteurs : **jusqu'à trois ans de prison et 45.000 euros d'amende**. Aucun délai ne leur sera accordé lorsque l'expulsion aura été ordonnée par la justice. En cas de loyers impayés, un propriétaire pourra obtenir la résiliation du bail sans avoir à engager d'action judiciaire.

Droit au logement avait appelé à un rassemblement devant le palais du Luxembourg à l'heure du vote. Le Secours catholique estime que l'application de **cette loi pourrait doubler le nombre de personnes sans domicile. Elles sont plus de 300.000 en France** selon le dernier rapport annuel de la Fondation Abbé-Pierre.

* Grève sur le centre de triage du Bourget le 15 juin, le ministre délégué chargé des Transports Clément Beaune a annoncé le 23 mai, qu'un accord avait été trouvé avec la Commission européenne pour la liquidation de la filiale fret de la SNCF et l'abandon de 30 % des trafics au profit des opérateurs privés. Suppression de 10 % des effectifs (soit environ 500 postes), transfert des cheminots restants, la cession de 53 locomotives aux opérateurs

reprenant le trafic cédé... les effectifs de Fret SNCF sont déjà passés de 15 000 à 5 000 en dix ans. Vous avez dit « *environnement* » ? En 2020 la répartition des modes de transport de marchandises en France est de 88,5 % pour le routier, 9,6 % par le rail et 1,6 % pour le fluvial...

*Après la Grève des médecins généralistes le 9 juin 2023 à l'appel de l'association « *médecins pour demain* », voici la grève du 4 juillet des médecins hospitaliers pour « *une augmentation générale de l'ensemble des rémunérations pour tenir compte de l'inflation* ». Le mardi 20 juin quatre des cinq principaux syndicats hospitaliers appellent à une « *journée d'action nationale* » pour réclamer des hausses de salaires et de meilleures conditions de travail.

*Grève des AESH (écoles) le 13 juin 2023.

*15 juin rassemblement des retraités pour l'augmentation des pensions.

*Chaque semaine la rubrique « *brèves d'actualité* » sur notre site témoigne de cette colère et cette volonté de ne rien lâcher.

Oui, Il faut s'opposer avec force à toutes les attaques du capital. La lutte de plus en plus large et déterminée, tous ensemble est la seule voie et notre parti y est présent activement en menant la bataille politique contre le capitalisme et son pouvoir politique! Il faut la lutte quotidienne, sans relâche contre l'exploitation pour stopper les attaques du pouvoir dictées par le capital pour imposer des avancées. C'est tous ensemble dans une lutte convergente que nous devons combattre et s'attaquer fondamentalement au système capitaliste. Notre parti réaffirmera à son Congrès les 16 et 17 juin la lutte contre le capitalisme et le combat de classe pour la perspective du renversement du capitalisme et le changement de société.